

Le revenu des agriculteurs n'a cessé de décroître depuis dix ans. Les conservateurs devraient accomplir ce qu'ils ont promis, supprimer la taxe sur les carburants agricoles pour accroître la productivité des agriculteurs. Les consommateurs en profiteraient également.

Ces propositions, monsieur le Président, sont conformes aux vraies priorités. Ces idées ne sont pas toutes des convictions, mais une partie d'entre elles sont économiquement valables. Nous souhaiterions qu'elles soient toutes mises en pratique, mais je dirai ceci au gouvernement: S'il songe à un renouveau économique, qu'il oublie la dernière version du reaganisme. Voyez ce qui se passe au Royaume-Uni et en Colombie-Britannique. Occupons-nous des priorités que le premier ministre a énumérées aux Canadiens au mois d'août pendant la campagne électorale.

Monsieur le Président, après la question du renouveau économique, je vais aborder celle de la coopération. Le premier ministre en a souvent parlé et je pense qu'il y croit sincèrement. Je dis honnêtement que l'un des traits de caractère agréables du premier ministre actuel, c'est qu'il a tendance à essayer de se faire des amis plutôt que des ennemis, ce qui est une bonne chose dans n'importe quel pays, mais surtout dans un État fédéral comme le Canada. J'ajoute qu'il va constater avant longtemps, dans ses rapports avec les premiers ministres provinciaux ou avec le président Reagan, qu'une poignée de main chaleureuse et un sourire ne suffisent pas. Si l'on veut réellement favoriser la collaboration dans notre pays, les gestes et intentions ne suffisent pas, mais il faut à mon avis appliquer certains principes fondamentaux.

• (1700)

Prenons la fiscalité. Les députés de notre parti en ont beaucoup parlé durant la campagne, cet été, du point de vue de la justice et de l'équité. Il n'est pas normal qu'un pensionné et un travailleur de notre pays paye un paquet d'impôts, tandis que les riches n'en payent pas un sou. Il est indéniable qu'un changement s'impose sur le plan de la justice pour s'assurer que chacun d'entre nous paye sa part.

Je voudrais également reprendre l'argument d'un autre point de vue, monsieur le Président, car ce n'est pas simplement au nom de la justice que mon parti réclame une réforme fiscale. Nous préconisons nous aussi la collaboration. Nous croyons que les hommes et les femmes qui travaillent dans les secteurs public et privé devraient adopter une attitude plus conciliante les uns avec les autres. Par votre intermédiaire, monsieur le Président, je demande au premier ministre s'il n'aurait pas une meilleure chance de l'obtenir des travailleurs, comme les membres de syndicats internationaux, les métallurgistes ou des nombreux Canadiens et Canadiennes non syndiqués s'il annonçait une réforme fiscale qui obligerait les Canadiens les plus fortunés à payer leur part. Autrement, les autres Canadiens pourront poser la question suivante: «Pourquoi devrions-nous collaborer? Pourquoi ne pas tenter d'exploiter à fond le régime du marché? Pourquoi devrions-nous être tenus de nous montrer solidaires si ceux qui en ont les moyens ne paient rien?» Je signale donc au premier ministre qu'il ne s'agit pas simplement d'une question de justice, mais que, pour susciter un esprit de collaboration, il importe d'établir un régime fiscal juste.

J'en viens maintenant à la justice sociale dont il a été question dans le discours du trône. Au lieu de se contenter de nous

rappeler les engagements non respectés du gouvernement libéral précédent et certains d'entre eux sont excellents et appuyés par tous les partis à la Chambre, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas vraiment proposé du neuf dans le domaine de la justice?

En ce qui concerne les pensions, on nous propose un nouveau processus de consultation. Il est logique de consulter les provinces sur beaucoup de sujets. Nous avons eu des commissions, des groupes d'étude et des groupes parlementaires. On a l'impression que, au cours de la dernière décennie, la moitié du pays a étudié la réforme des pensions. Le gouvernement n'aurait-il pas pu dire qu'il allait présenter des mesures législatives pour entamer cette réforme?

A propos des garderies, tout le monde sait que bientôt la majorité des femmes iront travailler à l'extérieur de la maison. Il y a eu un tournant décisif, pas seulement dans l'histoire du Canada, mais dans l'histoire de toutes les sociétés développées. Certaines femmes continueront à travailler chez elles et à se satisfaire de leur contribution au foyer, mais la majorité ira travailler à l'extérieur. Tous ceux qui ont étudié le problème savent très bien que, tant du point de vue de l'homme que de la femme, si nous nous inquiétons du développement de nos enfants, il faut rapidement faire quelque chose au sujet des garderies. Pourquoi confier l'étude de cette question à un comité de la Chambre, comme le propose le discours du trône? N'aurait-il pas été plus logique de créer ce comité en partant du principe que les garderies étaient maintenant une chose acceptée, que nous allions en doter notre pays et attendre, disons trois mois, que le comité en question fasse rapport sur le mode de financement à adopter au sein du régime fédéral pour en faire un projet vraiment réalisable? Nous devrions en profiter pour instaurer un impôt minimum pour tous ceux qui gagnent \$50,000 et plus par année comme nous l'avons proposé. On pourrait tirer des recettes fiscales supplémentaires de 400 millions de dollars grâce à cet impôt. C'est plus qu'il n'en faut pour la mise de fonds que la Canadian Daycare Advocacy Association avait préconisée pour lancer le projet des garderies. Voilà ce que nous pouvons faire avec cette argent.

Je passe maintenant à un autre domaine de la justice sociale: le principe de l'égalité pour les femmes. Monsieur le Président, s'il est un aspect de la campagne électorale de l'été 1984 qui a été bien réel et a marqué une évolution d'une importance capitale dans l'histoire de notre pays, c'est celui de la participation des femmes. Ces femmes n'étaient pas toutes candidates. Mon parti en comptait beaucoup, mais franchement pas autant que nous aimerions en compter à l'avenir. Je ne parle pas uniquement du nombre des candidates. Je parle des femmes de la société canadienne, qu'elles soient de Montréal, de Colombie-Britannique, d'Ontario ou des Prairies. La question de l'égalité des femmes et des hommes se doit de figurer dans le programme politique de notre pays.

J'ai trouvé de sérieuses raisons de m'inquiéter en lisant le discours du trône, monsieur le Président, et je l'ai lu attentivement. J'ai été profondément déçu car j'ai constaté que quand on va au-delà des belles phrases pour étudier les propositions précises, on constate qu'il y a eu une diminution des engagements pris envers les femmes. On constate qu'il y a eu un recul au lieu d'un progrès. Je tiens à rappeler au premier ministre ce qu'il a dit lors de la campagne électorale à propos de la question de l'égalité entre les sexes, question qui revêt pour nous